



Collaboration à l'intérieur du système des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales, y compris le processus de réforme des Nations Unies

Rapport du Secrétariat

INTRODUCTION

1. Le présent rapport fait le point sur la collaboration de l'OMS à l'intérieur du système des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales. Il contient un rapport intérimaire sur les progrès de l'application de la résolution WHA58.25 relative à la réforme de l'Organisation des Nations Unies et au rôle de l'OMS dans l'harmonisation des activités opérationnelles de développement dans les pays.

SOIXANTIEME SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES ET CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

2. Les dirigeants mondiaux, qui assistaient à une réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en septembre 2005, ont adopté le document final du Sommet mondial de 2005,¹ dans lequel ils déclarent qu'ils sont résolus à continuer d'entreprendre de se donner les moyens de mettre en oeuvre les décisions issues du Sommet du Millénaire, notamment dans le domaine du renforcement de l'Organisation des Nations Unies. Entre autres dispositions de la résolution liées à la santé figurent les initiatives à effet instantané, telles la distribution de moustiquaires et de traitements antipaludiques et, le cas échéant, l'institution de la gratuité des soins de santé. Concernant le VIH/SIDA, le paludisme, la tuberculose et les autres problèmes de santé, les dirigeants mondiaux se sont aussi engagés à accroître les investissements visant à renforcer les systèmes de santé des pays en développement ou en transition, à élaborer et mettre en place un train de mesures de prévention, de traitement et de soins en matière de VIH/SIDA, à honorer intégralement tous les engagements pris dans la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA, à honorer intégralement les obligations que leur impose le Règlement sanitaire international (2005), à s'employer activement à mettre en oeuvre les principes « trois fois un » et à assurer à tous, d'ici à

¹ Document qui constitue la résolution 60/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies (accessible en ligne : <http://www.un.org/summit2005/>). Des exemplaires peuvent être obtenus sur demande au Secrétariat de l'OMS.

2015, l'accès à la médecine procréative. Pour répondre aux besoins particuliers de l'Afrique, les dirigeants mondiaux se sont engagés à accorder une assistance en se rapprochant le plus possible de l'objectif visant à assurer l'accès universel aux traitements du VIH/SIDA d'ici à 2010 dans les pays d'Afrique. Trois autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixantième session intéressent particulièrement l'OMS : la résolution 60/5, Amélioration de la sécurité routière mondiale ; la résolution 60/35, Intensification du renforcement des capacités dans le secteur de la santé publique à travers le monde ; et la résolution 60/221, 2001-2010 : Décennie pour faire reculer le paludisme dans les pays en développement, particulièrement en Afrique.

3. La session de fond du Conseil économique et social s'est tenue à New York du 29 juin au 27 juillet 2005. Tout au long du débat général, les orateurs ont vu dans la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose l'occasion d'améliorer les systèmes de soins de santé. Prenant note de la résolution 2005/24 de la Commission des Droits de l'Homme, le Conseil a approuvé la décision de la Commission de proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible.¹ Dans le cadre de la session de 2005, l'OMS a organisé une table ronde conjointe sur la santé avec le FNUAP et l'ONUSIDA et une table ronde ministérielle sur le rôle des agents de santé dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'Organisation a également participé à deux discussions d'experts, l'une sur la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, l'autre sur la réforme des opérations du système des Nations Unies moyennant une présence mieux coordonnée, plus cohérente et plus efficace de l'Organisation des Nations Unies dans les pays.

COORDINATION INTERORGANISATIONS ET COHÉRENCE À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME

4. Dans le cadre de son programme de travail, le CCS a prié le **Réseau interinstitutions pour les femmes et l'égalité des sexes** de faire le point des progrès de la parité hommes-femmes aux fins de l'élaboration d'une politique et d'une stratégie sur ce sujet à l'échelle du système et de mécanismes de responsabilisation. L'OMS, tout en contribuant à cette entreprise à l'échelle du système des Nations Unies et en tirant parti de sa participation, s'emploie à concevoir une stratégie et un plan d'action relatifs à la parité hommes-femmes dans toute l'Organisation, qu'elle soumettra à ses organes directeurs. L'OMS accorde une grande importance à sa participation et son rôle au sein du CCS et de ses organes subsidiaires, le Comité de haut niveau sur les programmes et le Comité de haut niveau sur la gestion, l'Organisation assurant la vice-présidence de ce dernier pendant l'exercice 2006-2007.

5. L'OMS cherche à jouer un rôle plus stratégique dans le **Groupe des Nations Unies pour le Développement**. L'Organisation continue d'assurer la présidence du groupe chargé des questions relatives aux coordonnateurs résidents des Nations Unies et la coprésidence du groupe de travail de l'OCDE/Comité d'aide au développement sur l'harmonisation et l'alignement. Pour améliorer l'efficacité et le bon fonctionnement des mécanismes de coordination du système des Nations Unies, l'OMS, en collaboration avec des organisations partenaires, a élaboré des propositions destinées à simplifier les activités entre le CCS et le Groupe des Nations Unies pour le Développement. L'objectif est de renforcer la cohérence et la complémentarité des deux mécanismes de coordination et de mieux préciser l'orientation stratégique de leurs programmes de travail respectifs.

¹ Décision 2005/261 du Conseil économique et social.

6. En sa qualité de membre du **Comité permanent interinstitutions**, l'OMS a participé à l'examen des interventions humanitaires, à la suite duquel des groupes ont été constitués pour pallier le manque de capacités en matière d'aide humanitaire. Désignée en 2005 organisation principale du Groupe pour la santé dans l'action humanitaire, l'OMS collabore avec d'autres organisations du Comité permanent à l'amélioration des capacités, de la préparation, de l'efficacité et de la responsabilisation dans le secteur de la santé dans le cadre d'une initiative commune pour l'amélioration des résultats sanitaires de l'action humanitaire. L'OMS assure également la coprésidence de deux des groupes spéciaux du Comité permanent, l'un sur la santé mentale et le soutien psychologique dans les situations d'urgence, l'autre sur les aspects sexospécifiques de l'aide humanitaire. L'OMS, désireuse d'intégrer la gestion des catastrophes assortie d'une dimension santé publique, dans les mesures destinées à renforcer la capacité des pays à résister aux dangers naturels et aux catastrophes technologiques et environnementales qui s'ensuivent, travaille en collaboration avec la **Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles** et elle est membre de l'**Equipe spéciale interinstitutions pour la prévention des catastrophes**. L'Organisation participe également aux travaux du **Comité exécutif des Nations Unies pour les affaires humanitaires**.

7. En septembre 2005, le Secrétaire général a nommé un spécialiste en santé publique de l'OMS au poste de coordonnateur principal du système des Nations Unies pour la grippe aviaire et humaine. L'OMS travaille en étroite collaboration avec le Secrétariat des Nations Unies et les organismes partenaires appropriés – FAO, PNUD, UNICEF, Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, PAM, OIE et Banque mondiale – à la définition d'une politique et de lignes directrices propres à assurer la bonne coordination des opérations en cas de pandémie de grippe. L'Organisation participe en outre aux activités du groupe de travail technique des organismes des Nations Unies sur la gestion de l'action coordonnée, ainsi qu'au système des coordonnateurs résidents et à l'équipe des Nations Unies dans les pays pour la préparation d'opérations concertées et d'activités de soutien dans les pays.

8. L'OMS continue d'assurer l'encadrement d'un certain nombre d'initiatives du système des Nations Unies. Elle a été invitée par l'Assemblée générale des Nations Unies à assurer la coordination pour les questions de sécurité routière au sein du système des Nations Unies ;¹ l'Assemblée de la Santé l'a par ailleurs priée de collaborer avec les organisations du système des Nations Unies au renforcement des capacités en matière de prévention des traumatismes.² Dans ce contexte, l'OMS a facilité l'établissement d'un groupe de plus de 40 organisations des Nations Unies et autres organisations internationales oeuvrant dans le domaine de la sécurité routière, le **Groupe des Nations Unies pour la collaboration en matière de sécurité routière**. La résolution 60/5 de l'Assemblée générale des Nations Unies invitait les commissions régionales des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé à organiser de concert la première **Semaine mondiale des Nations Unies pour la sécurité routière**. Cette Semaine, qui se déroulera du 23 au 29 avril 2007, aura pour thème « Les jeunes usagers de la route ». Sur le modèle de la Journée mondiale de la Santé 2004, cette semaine offrira de nombreuses occasions d'appeler l'attention sur la sécurité routière. Les Etats Membres seront encouragés à créer des comités plurisectoriels pour organiser des manifestations nationales. Une manifestation mondiale – qui inclura une assemblée de la jeunesse et d'autres activités – sera organisée à Genève. Sous la présidence de l'OMS, le **Groupe spécial interinstitutions des Nations Unies sur la lutte antitabac** regroupe 17 organismes et deux organisations non gouvernementales. Ces deux mécanismes interinstitutions, par l'intermédiaire du Secrétaire général, présentent un rapport annuel à l'Assemblée générale. Dans le cadre du **Groupe de coordination pharmaceutique**

¹ Résolution 58/289 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

² Résolution WHA57.10.

interorganisations, l'OMS collabore avec l'ONUSIDA, l'UNICEF, le FNUAP, l'ONUDI, la Banque mondiale et le Fonds mondial de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme afin d'aider à harmoniser les directives internationales concernant les produits pharmaceutiques.

9. L'OMS et la Banque mondiale ont organisé conjointement le troisième et dernier **Forum de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé** (Paris, 14-15 novembre 2005). Des responsables politiques de haut niveau de pays donateurs et partenaires, ainsi que du PNUD, de l'UNICEF et du FNUAP, ont examiné les principales difficultés et les obstacles auxquels se heurte la réalisation des objectifs internationaux de santé et de développement. Au nombre des domaines examinés figuraient les ressources humaines dans le domaine de la santé, les investissements en faveur de la santé, l'amélioration de la coordination et l'amélioration des systèmes de santé. L'OMS, en collaboration avec la Banque mondiale, veille à ce que les progrès enregistrés au Forum débouchent sur de réels changements dans les politiques nationales.

REFORME DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

10. Dans la résolution WHA58.25, l'Assemblée de la Santé priait notamment le Directeur général d'adhérer au programme international **d'harmonisation et d'alignement** et de tenir compte de **l'examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies**.¹ Dans son rapport intérimaire au Conseil exécutif,² le Secrétariat indiquait que plus de 80 % de ses bureaux de pays participaient activement aux réformes du système des Nations Unies. Plus récemment, l'OMS a donné d'autres conseils sur l'harmonisation et l'alignement et sur son rôle dans les démarches sectorielles.³ L'Organisation achève en outre la mise au point d'un plan d'action pour l'harmonisation et l'alignement dans les pays, qui inclura des activités de formation utiles.

11. Conformément à la Déclaration de Rome sur l'harmonisation (2003) et à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement : appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle, l'OMS privilégie davantage **les évaluations, les missions, la planification et les programmes conjoints** pour la mise en oeuvre des activités dans les pays. Entre autres exemples de la participation de l'OMS à ces initiatives figurent : la mission d'évaluation conjointe pour le Soudan conduite par l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale ; la mission d'évaluation interinstitutions au Kirghizistan ; le programme conjoint des Nations Unies sur le renforcement de la gestion des situations d'urgence de santé publique au Viet Nam ; et la planification conjointe avec l'UNICEF d'activités dans les Régions et les pays dans les domaines des droits des enfants et des adolescents et de la nutrition en 2006. Dans le cadre de l'initiative OMS/ONUSIDA pour les vaccins anti-VIH, les deux organisations prévoient, suivant un modèle innovant, de planifier, de coparrainer et, en collaboration étroite avec les partenaires appropriés, de mettre en oeuvre conjointement certaines activités fixées dans le cadre des priorités internationales convenues. L'OMS a également pris part à la réunion sur la stratégie d'aide conjointe à la Zambie en octobre 2005, à l'occasion de laquelle le coordonnateur résident des Nations Unies, s'exprimant au nom des 13 organisations en activité dans le pays, a insisté sur la valeur ajoutée par la contribution des différentes parties du système des Nations Unies aux activités nationales de développement.

¹ Résolution 59/250 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

² Document EB117/29.

³ Documents accessibles en ligne : <http://who.int/hdp/publications/harmonization/en/>.

12. Le document final du Sommet mondial de 2005 présentait les éléments d'un programme plus ambitieux de réforme de l'Organisation des Nations Unies et conseillait les orientations stratégiques propres à renforcer le système. A cet égard, l'accent mis sur **la cohérence à l'échelle du système** revêt une importance particulière pour l'OMS. S'appuyant sur le soutien formulé dans le document final en faveur du renforcement des liens entre les activités normatives du système des Nations Unies et ses activités opérationnelles, l'OMS s'engage avec ses principaux partenaires du système des Nations Unies à revoir ses méthodes de travail au niveau mondial et dans les pays.

13. Reconnaissant l'importance du programme de réforme de l'Organisation des Nations Unies et de sa collaboration à l'intérieur du système, le Secrétariat a instauré à l'échelle de l'Organisation un dialogue sur les grandes orientations et un examen de son engagement dans les premières phases du programme de réforme, afin de préciser le rôle et les responsabilités de l'Organisation et de fournir les orientations stratégiques nécessaires. Ce faisant, l'Organisation souhaite contribuer au débat sur les grandes orientations mondiales et aux mesures qui seront mises en oeuvre à l'intérieur du système des Nations Unies et au-delà, en veillant tout particulièrement à la cohérence à l'échelle du système.

14. Dans l'esprit des dispositions pertinentes du document final du Sommet mondial 2005, l'OMS continue d'appliquer ses **réformes du Secrétariat et de la gestion**, qui devraient être essentiellement opérationnelles d'ici à la fin de 2006. Au nombre des initiatives figurent l'achèvement d'un système de gestion mondial entièrement intégré, la réalisation d'un examen approfondi et l'ajustement qui s'ensuivra des profils du personnel et des compétences de l'Organisation, le renouvellement du cadre de la gestion axée sur les résultats, le renforcement du cadre de contrôle et de responsabilité, et l'affinement des politiques régissant la conduite déontologique et la prévention des fraudes.

EXEMPLES D'ACTIVITES CONCERTÉES AU NIVEAU REGIONAL ET DANS LES PAYS

15. L'un des principaux objectifs des activités de l'OMS est de **développer** durablement **les capacités nationales**. Pour tenter de résoudre les problèmes de santé publique particuliers que posent le VIH/SIDA et la tuberculose en Europe orientale, le Bureau régional OMS de l'Europe a organisé des cours régionaux et nationaux de formation et d'information dans six pays. L'OMS a également organisé plusieurs ateliers interpays pour examiner et promouvoir l'application des règles pour l'égalisation des chances des handicapés. Dans le cadre du programme de partenariat stratégique OMS/FNUAP, six ateliers régionaux conjoints pour un total de 60 pays ont été organisés en 2004-2005. En collaboration avec l'UNICEF et le FNUAP, l'OMS a tenu des ateliers dans les Régions de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est pour renforcer les capacités nationales et confronter les expériences en matière de prophylaxie et de traitement du VIH/SIDA chez les jeunes. L'OMS a annoncé fin 2005 la création d'un réseau d'action sanitaire en situation d'urgence, sous les auspices du Comité permanent interinstitutions. Quelque 32 professionnels de la santé publique et d'autres domaines relevant d'un éventail d'organisations et de pays ont suivi le premier cours de formation donné pour le Réseau. Des Etats Membres de l'Union européenne et le Groupe des Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ont aidé l'OMS à renforcer les capacités nationales dans le secteur de la santé et à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en associant plus étroitement les ministères de la santé aux stratégies de réduction de la pauvreté, aux approches sectorielles et aux activités de soutien budgétaire.

16. L'OMS encourage une étroite **collaboration avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional** pour l'élaboration de stratégies. Pour aider ses Etats Membres à renforcer les capacités de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs liés à la santé, le Bureau régional de l'Europe a soumis une stratégie sur les objectifs du Millénaire pour le développement en

Europe à l'examen du Comité régional de l'Europe.¹ Le Bureau régional, en collaboration avec les bureaux régionaux correspondants du PNUD et de l'UNICEF, et avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, coordonne les activités pertinentes. Parmi les autres activités concertées au niveau régional figure l'élaboration d'une stratégie OMS/UNICEF pour la survie des enfants.

17. L'initiative pour l'éradication mondiale de la poliomyélite, fondée sur un partenariat entre l'OMS, l'UNICEF, Rotary International et les Centers for Disease Control and Prevention des Etats-Unis d'Amérique, est un exemple de **soutien rapide et adaptable aux activités du système des Nations Unies dans les pays**. Tout en respectant son mandat, l'initiative a aidé à soutenir les activités de secours des Nations Unies lors du séisme qui a touché l'Asie du Sud en 2005. L'initiative a également coordonné les activités menées avec les équipes des Nations Unies dans les pays dans d'autres situations d'urgence de santé publique, notamment à la suite des flambées de fièvre hémorragique Marburg en Angola, de grippe aviaire au Nigéria et de fièvre hémorragique Ebola en Afrique.

ENCOURAGER LES PARTENARIATS

18. En mai 2005, l'OMS et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont signé une lettre conjointe aux pays en vue d'améliorer la coordination et la collaboration dans les domaines de la santé mentale et du soutien psychologique ; de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement ; de la prévention des flambées de maladies ; et de la santé des femmes ; ainsi que du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme en situation de crise.

19. L'OMS et la Commission européenne ont intensifié leur coopération par l'établissement d'un partenariat stratégique destiné à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La Commission européenne a maintenu son important soutien stratégique aux activités de l'OMS liées aux interventions sanitaires en situation de crise. Elle a notamment versé des fonds pour renforcer la capacité de l'OMS à soutenir les pays d'Afrique et les pays en transition.

20. Créé en septembre 2005 pour intensifier les mesures devant contribuer à la réalisation des objectifs de développement internationaux liés à la santé des enfants et des mères, le **Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant** rassemble des pays en développement et des pays donateurs, des entités et des organismes des Nations Unies (OMS, UNICEF, FNUAP, ONUSIDA, Banque mondiale), des associations professionnelles, des établissements universitaires et de recherche, des fondations et des organisations non gouvernementales. Le Partenariat a pour objectif d'intensifier et d'harmoniser les progrès nationaux, régionaux et mondiaux sur la voie de la réalisation des objectifs 4 et 5 du Millénaire pour le développement.

MESURES A PRENDRE PAR L'ASSEMBLEE DE LA SANTE

21. L'Assemblée de la Santé est invitée à prendre note du rapport.

= = =

¹ Document EUR/RC55/Inf.Doc./1.